

## Stratégie énergétique : deux décennies de croissance passées par pertes et profits ?

Une nouvelle étude de l'EPFZ conclut à un impact massif sur le produit intérieur brut

Les conséquences économiques de la stratégie énergétique 2050 sont plus importantes que supposé jusqu'ici. En l'absence de sauts technologiques, la Suisse risque, selon le scénario, de voir son produit intérieur brut réel reculer de presque 25 %. Telles sont les conclusions d'une étude mandatée par economiesuisse auprès de Peter Egger, professeur au Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPFZ. Ces estimations divergent fortement de celles de la Confédération, ce qui s'explique par l'utilisation d'hypothèses différentes.

L'étude table sur un abandon du nucléaire et son remplacement par d'autres sources énergies, avec par exemple l'utilisation de centrales à gaz. En ce qui concerne la demande d'électricité, le scénario de la Confédération s'applique. Afin d'atteindre l'objectif que celle-ci a défini (réduction de la consommation d'énergie par habitant de 35 % d'ici à 2035), on mise sur l'écologisation du système fiscal prévue à partir de 2020 ou des mesures fiscales équivalentes. D'après l'étude d'Ecoplan commandée par la Confédération, l'atteinte des objectifs suppose l'introduction d'une redevance de 1140 francs par tonne de CO<sub>2</sub> émis. Cela correspond à une surtaxe de 2,75 francs par litre d'essence et de 3 francs par litre de mazout.

Outre une politique énergétique coordonnée à l'échelle internationale, les études de la Confédération partent du principe que des technologies encore inconnues à l'heure actuelle seront disponibles. Les auteurs de la présente étude ont, quant à eux, examiné plusieurs configurations internationales et se sont fondés sur le statu quo technologique. Les effets mesurés sont très importants : la taxe de 1140 francs par tonne de CO<sub>2</sub> associée au remplacement des capacités nucléaires supprimées par des centrales à gaz et des énergies renouvelables entraînerait un recul du PIB par habitant réel de plus de 20 %. Il faudrait également s'attendre à une hausse du chômage de 3,5 % au moins, selon une estimation fondée sur les données de la Banque mondiale. « L'effet maximal sur le revenu réel par habitant serait si grand qu'il faudrait un progrès technique équivalant à plus de deux décennies de croissance modérée pour le compenser », a déclaré Peter Egger pour résumer les résultats de l'étude.

« La stratégie énergétique 2050 repose sur des bases chancelantes et dangereuses pour l'économie. Le projet du Conseil fédéral nous mène dans une impasse économique », a déclaré Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, au sujet de la consultation en cours. L'organisation faîtière de l'économie suisse ne peut pas soutenir la stratégie énergétique 2050. Ce projet, qui mélange réglementation, subventions, planification et bureaucratie, ne lui paraît pas efficace et menace fortement la compétitivité de la Suisse. L'économie demande donc sa révision complète, en accord avec les principes d'une économie libérale.

Les milieux économiques sont prêts à collaborer de manière active et constructive à l'élaboration d'un projet judicieux dans l'optique de la politique énergétique et supportable pour l'économie. Afin de réaliser le tournant énergétique, nous avons besoin d'un concept alternatif se fondant sur des principes libéraux. L'économie présentera ses propositions dans le courant de l'année.

Pour toute question :

Dominique Rochat, responsable de projets

Téléphone : 022 786 66 81

Courriel : [dominique.rochat@economiesuisse.ch](mailto:dominique.rochat@economiesuisse.ch)